



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 25 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TELAMON DEVELOPPEMENT 2

10 RUE ROQUEPINE
75008 Paris

Références : 20230817_VI_Telamon_PollutionAEP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/08/2023 dans l'établissement TELAMON DEVELOPPEMENT 2 implanté PLPN2 OUDALLE-SANDOUVILLE 76430 Oudalle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une pollution du réseau d'eau potable a été relevée sur la zone industrielle portuaire du Havre. Après plusieurs jours d'investigations avec Le Havre Seine Métropole (gestionnaire du réseau public d'adduction d'eau potable), la source de pollution a été trouvée au niveau du site TELAMON DEVELOPPEMENT en construction. TELAMON est le nouveau nom du Groupe PANHARD (changement de dénomination sociale). L'objectif de l'inspection était de constater formellement le branchement du réseau incendie du site sur le réseau d'eau potable.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TELAMON DEVELOPPEMENT 2
- PLPN2 OUDALLE-SANDOUVILLE 76430 Oudalle
- Code AIOT dans GUN : 0003901228
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt logistique en cours de construction

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Inspection réactive dans le cadre d'une pollution identifiée dans le réseau d'eau potable de la zone industrielle Portuaire du Havre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Pollution réseau d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 2.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Compteur	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 4.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Disconnecteurs	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 4.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 2.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
5	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, le réseau incendie maillé du site était déconnecté physiquement du réseau d'eau potable ce qui a permis un retour à la normale de la conductivité dans le réseau d'eau potable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pollution réseau d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, pollution du réseau d'eau potable
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none">• (...)• prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : Le poteau incendie n°9 du site est raccordé au réseau d'eau incendie opéré par HAROPA (eau brute surpressée prélevée dans le Grand Canal du Havre). L'eau du Grand Canal du Havre est salée. Le réseau est sous pression à environ 4 bar. Le poteau incendie n°1 du site a été raccordé au réseau d'eau potable du site (sous pression de 2.8 bar). L'exploitant a expliqué que ce poteau incendie aurait dû être raccordé au réseau d'eau incendie mis à disposition par HAROPA à l'intention des exploitants de la zone. Le réseau des poteaux incendie du site étant maillé, et, avec la différence de pression des réseaux et l'absence d'équipement évitant un retour d'eau dans le réseau d'eau potable de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole (cf. point de contrôle n°3) , l'eau du grand canal a été injectée dans le réseau d'eau potable de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, la rendant impropre à la consommation durant plusieurs jours. L'exploitant n'a donc pas pris toutes les dispositions pour prévenir la pollution du réseau d'eau potable, ce qui n'est pas conforme à la prescription contrôlée. Lorsque l'origine de la pollution a été identifiée par les agents de la communauté urbaine, la connexion du poteau P1 au réseau d'eau potable a été immédiatement sectionnée. L'inspection constate également que l'exploitant n'a pas pris les dispositions nécessaires dans la conception de son réseau incendie pour empêcher un retour d'eau dans le réseau incendie de HAROPA (cf. point de contrôle n°3).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Compteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, compteurs
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.
Constats : Il a été observé que le raccordement n° 1 (raccordement constaté sur le réseau d'eau potable au lieu du réseau d'incendie HAROPA) n'était pas équipé d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. L'exploitant précise qu'il n'avait prévu de compteurs sur les raccordements au réseau d'eau incendie HAROPA, ce qui n'est pas conforme à la prescription contrôlée. Lors de la visite, l'exploitant a justifié qu'il existe bien un dispositif de mesure totalisateur qui permet de mesurer la consommation totale d'eau potable du site
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Disconnecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Disconnecteurs
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
Constats : Il a été constaté que le raccordement au réseau d'eau potable au niveau du PI n°1 n'était pas équipé d'un disconnecteur. L'exploitant précise qu'il n'avait pas prévu de mettre de disconnecteur sur le réseau d'eau incendie HAROPA, ce qui n'est pas conforme à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de cette pollution survenue dès le 2 août 2023. Il convient de rappeler que suite au constat de la pollution du réseau d'eau potable, un questionnaire a été adressé le 10/08/2023 par la communauté urbaine aux clients de la zone impactée par la pollution. Ce questionnaire était destiné à rechercher la cause de la pollution du réseau d'alimentation en eau potable. L'exploitant n'y a pas répondu, ce qui n'a pas permis d'identifier rapidement la cause de cette pollution.</p> <p>D'après les critères de notification des accidents majeurs et de caractérisation des accidents selon les indicateurs de l'échelle européenne, l'évènement est classé comme accident. L'exploitant aurait donc dû transmettre un rapport d'accident sous 15 jours.</p> <p>L'exploitant transmet un rapport d'accident sous 15 jours. Au besoin, ce rapport d'accident pourra ensuite être complété avec les éventuels éléments nouveaux apportés des investigations ultérieures.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Modifications
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Dans le dossier de demande d'autorisation, il était prévu que les poteaux incendie soient alimentés par le réseau d'eau potable public. L'inspection n'avait pas été informée que le site était raccordé au réseau d'eau incendie HAROPA. L'exploitant doit fournir un Porter à connaissance des modifications apportées au site, accompagnée d'une analyse des dangers ou inconvénients induits par la modification. DEMANDE : De plus, au regard des non-conformités déjà relevées, avant la mise en service de l'entrepôt, le bénéficiaire de l'autorisation transmettra au Préfet une attestation de conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, établie par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois